

socialiste basé à New York qui couvre les actualités ouvrières et politiques. À titre de journaliste, il a beaucoup voyagé aux États-Unis et en Amérique latine.

Cette tentative de l'INS d'exclure Róger Calero des États-Unis est une attaque contre les droits de résident permanent de ce dernier, contre son droit de travailler comme journaliste et contre les droits de tous.

Des partisans de la liberté de la presse, des droits des immigrants, des syndicats et des libertés civiles ont lancé une campagne publique pour arrêter son renvoi du pays et pour obtenir la restauration de ses droits. Votre aide est nécessaire. Joignez-vous à la lutte !

Le 3 décembre : Calero est détenu par l'INS

L'INS a arrêté Róger Calero le 3 décembre à l'aéroport intercontinental de Houston. Calero avait été affecté par *Perspectiva Mundial* à effectuer un reportage d'une semaine à La Havane sur une conférence internationale sur la Zone de libre-échange des Amériques à laquelle ont participé des syndicalistes et d'autres délégués d'Amérique latine, des États-Unis et du Canada. Il a ensuite passé quelques jours au Mexique pour couvrir une conférence internationale étudiante parrainée par l'Organisation continentale latino-américaine et caraïbe des étudiants et le plus grand salon du livre annuel en Amérique latine. Ces deux événements ont eu lieu simultanément à Guadalajara.

À Houston, Róger Calero a été détenu, son ordinateur portable et sa caméra de journaliste saisis et il a été transféré à une prison de l'immigration gérée par une entreprise privée, Corrections Corporation of America.

Les accusations portées contre Calero

L'INS cherche à déporter Róger Calero dans son pays d'origine, le Nicaragua, sur la base d'une condamnation remontant à 1988, alors qu'il était étudiant à l'école secondaire à Los Angeles, sous une accusation d'avoir vendu



Róger Calero (à gauche) et Bill Pearson, le président de la section locale 789 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce à South St-Paul au Minnesota. Pearson a demandé à l'INS d'abandonner les procédures d'interdiction de séjour initiées contre Calero.

une once [30 grammes] de marijuana à un policier en civil. Devant la perspective d'une peine d'emprisonnement, Calero a plaidé coupable et a été condamné à 60 jours de prison avec sursis et à trois ans de liberté surveillée.

Résident permanent depuis 12 ans

Lorsque Róger Calero a fait sa demande de résidence permanente en 1989, il y a explicitement inclus des informations sur sa condamnation, que les agents de l'immigration ont choisies d'ignorer afin de lui accorder une « carte verte » lui permettant de vivre et de travailler aux États-Unis. En 2000, l'INS a renouvelé sa carte sans lui poser de questions.

Au cours des 12 dernières années, Róger Calero a vécu et travaillé aux États-Unis en tant que résident permanent. Les agents de l'INS cherchent à effacer ces faits, à déporter Calero du pays et à porter un coup contre les droits de tous.

Aujourd'hui, Calero est marié à une citoyenne américaine et vit à Newark au New Jersey. Avant de devenir directeur adjoint de *Perspectiva Mundial* et journaliste au *Militant*, il a travaillé comme travailleur d'abattoir à Des Moines en Iowa, puis à South St-Paul au Minnesota, où il a participé à une campagne de syndicalisation couronnée de succès à la compagnie Dakota Premium Foods.

Le 13 décembre: Róger Calero obtient sa libération de prison et l'INS fixe au 25 mars une audience visant à le « retirer » du pays

Lorsque Róger Calero a été jeté en prison, une campagne de protestation contre les démarches de l'INS s'est rapidement développée.

Des messages exigeant que le gouvernement cesse ses efforts pour le déporter ont été envoyés par Bill Pearson, le président de la section locale 789 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce où Róger Calero a travaillé lors de la campagne de syndicalisation ; par la Coalition pour les droits humains des immigrants ; par Bruce Nestor, le président de l'Association nationale des avocats ; par Jeremy Dear, le secrétaire national du Syndicat national des journalistes en Grande-Bretagne ; et par des centaines d'autres personnes.

La lutte a été rendue publique par le Comité des journalistes pour la liberté de la presse ; *El Dia*, le quotidien de langue espagnole de Houston où Calero a été emprisonné ; l'émission Free Speech Radio News du réseau Pacifica ; le Réseau national sur Cuba ; et plusieurs autres organismes et organes d'information.

Devant cet appui, l'INS a remis Calero en liberté conditionnelle le 13 décembre, dans le but de ralentir la campagne de défense menée à son endroit. Une semaine plus tard, il a fixé au 25 mars une audience visant à l'exclure du pays.



Calero (au centre) examine des pages du *Militant* tout juste sorties des presses.

Il faut agir maintenant! Vous pouvez aider !

Róger Calero lutte aujourd'hui pour l'arrêt immédiat des procédures d'exclusion du pays initiées par le gouvernement contre lui. Il a retenu les services de Claudia Slovinsky, une avocate connue en matière d'immigration, et il fait appel à l'appui public pour forcer l'INS à lui restaurer ses droits.

■ Envoyez une lettre de protestation à Hipolito Acosta, District Director, Immigration and Naturalization Service, 126 Northpoint Drive, Houston, TX 77060, USA; fax: (281) 774-5989; tél. : (281) 774-4610. Faites-en parvenir une copie au Comité de défense de Róger Calero, c/o PRDF, Box 761, Church St. Station, New York, NY 10007, USA.

■ Signez et distribuez la pétition exigeant que l'INS cesse ses efforts pour déporter Róger Calero.

■ Faites une contribution financière pour aider à couvrir les frais juridiques et les autres dépenses qui augmentent rapidement. Les chèques peuvent être faits au nom du Political Rights Defense Fund. Les contributions sont déductibles d'impôts aux États-Unis.

Comité de défense de Róger Calero
c/o PRDF, Box 761, Church St. Station, New York, NY
10007 USA ■ Tél. et fax: 212-563-0585
Courriel: calerodefense@yahoo.com

Présidents : José Oliva, directeur, Interfaith Workers' Rights Center, Chicago, Ill. ; Martha Olvera, co-coordinatrice, Coalición por la Dignidad y Amnistía, Houston, Tex. ; Bill Pearson, président de la section locale 789 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, South St- Paul, Minn. ; Pamela Vossen, agente de grief nationale, Syndicat national des écrivains, New York, NY.

Trésorier: Eugene Katz, professeur, Université d'État de New York à Stony Brook

Coordinateur: John Studer, directeur exécutif, Political Rights Defense Fund

Découpez et postez au Comité de défense de Róger Calero
c/o PRDF, Box 761, Church St. Station, NY, NY 10007 USA

- ☐ J'appuie la campagne pour faire cesser l'expulsion de Róger Calero. Ajoutez mon nom à la liste des partisans du Comité de défense de Róger Calero.
- ☐ Voici une contribution de _____ \$ US. Faites votre chèque au nom du Political Rights Defense Fund. Les contributions sont déductibles d'impôts aux USA.
- ☐ Faites-moi parvenir de la documentation à distribuer dans le but de gagner de nouveaux appuis à la lutte de Róger Calero pour la justice.
- ☐ Je voudrais inviter un représentant de la campagne de défense de Róger Calero à prendre la parole devant
☐ mon syndicat ☐ mon groupe ☐ mon organisation scolaire ☐ mon Église ☐ chez moi.

Nom _____

Adresse _____

Ville/État/Code postal _____

Tél. _____

Courriel _____

Syndicat/organisation _____

Arrêtez les procédures d'exclusion contre Róger Calero !



Róger Calero, directeur adjoint de la revue *Perspectiva Mundial*.

Le 3 décembre, Róger Calero, le directeur adjoint de *Perspectiva Mundial*, une revue de langue espagnole publiée à New York, retourne chez lui aux États-Unis à la fin d'un reportage à La Havane, Cuba, et à Guadalajara au Mexique. À l'aéroport intercontinental de Houston, des agents du Service de l'immigration et de la naturalisation (INS) l'ont arrêté, lui ont dit qu'ils lui refusaient l'entrée aux États-Unis et l'ont conduit à une prison de l'INS. Calero fait aujourd'hui face à l'exclusion du pays.

Róger Calero vit aux États-Unis depuis 17 ans et a obtenu sa résidence permanente en 1990. En plus de son poste de directeur adjoint de la revue *Perspectiva Mundial*, il travaille comme journaliste pour le *Militant*, un hebdomadaire